

Numéro 19 - 12 mai 2018

Supplément

Sur la victoire sur le fascisme en Europe



Tableau « Le triomphe du peuple vainqueur », Mikhaïl Khmelko, 1949. Les drapeaux et les étendards nazis pris à l'ennemi sont jetés aux pieds du mausolée de Lénine.

LML publie le chapitre « La deuxième guerre mondiale » du livre de 1947 *La grande conspiration : la guerre secrète contre l'Union soviétique*, de Michael Sayers et Albert E. Kahn. Le chapitre, qui examine la période 1931 à 1941, est divisé en deux sections. La première, « Munich », examine la politique d'apaisement et le pacte de Munich signé par les gouvernements de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de la Grande-Bretagne et de la France en septembre 1938. La seconde section, « La deuxième guerre mondiale », examine les événements de l'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939 jusqu'à la fin de 1941 suite à l'attaque de Pearl Harbour après laquelle la guerre « était entrée dans sa phase décisive et finale en devenant un conflit général entre les forces du fascisme international et les armées unies de l'humanité progressive. »

Dans l'avant-propos, on lit : « Aucun des événements ou dialogues mentionnés dans ce livre n'a été inventé par les auteurs. Tous les matériaux utilisés proviennent de diverses sources indiquées dans le texte ou dans les notes biographiques. »

La Deuxième Guerre mondiale

- Extrait de *La guerre secrète contre la Russie soviétique : la grande conspiration* de Michael Sayers et Albert E. Kahn -

1. Munich

Dans sa publication officielle, *Peace and War : United States Foreign Policy* (La paix et la guerre : la politique étrangère des États-Unis), le Département d'État des États-Unis déclarait :

« La fatidique décade 1931-1941 a commencé et fini par des actes de violence commis par le Japon. Elle a été marquée par l'impitoyable développement d'une politique déterminée en vue de la domination mondiale de la part du Japon, de l'Allemagne et de l'Italie ».

La Seconde Guerre mondiale a commencé en 1931 par l'invasion de la Mandchourie par le Japon sous le prétexte de protéger l'Asie du communisme. Deux ans plus tard, Hitler renversait la République allemande sous le prétexte de protéger l'Allemagne du communisme. En 1935, l'Italie envahissait l'Éthiopie pour la protéger du « bolchévisme et de la barbarie ». En 1936, Hitler remilitarisait la Rhénanie ; l'Allemagne et le Japon signaient le pacte anti-Komintern et les troupes allemandes et italiennes envahissaient l'Espagne sous le prétexte de la protéger du communisme.

En 1937, l'Italie donnait son adhésion au pacte anti-Komintern ; le Japon attaquait de nouveau la Chine, s'emparait de Peiping, Tientsin et Shanghai. L'année suivante, l'Allemagne s'emparait de l'Autriche. L'axe Berlin-Rome-Tokyo était constitué « pour protéger le monde du communisme ».

Prenant la parole à la session de la Société des Nations en septembre 1937 le commissaire aux Affaires étrangères soviétique Maxime Litvinov déclarait :

« Nous connaissons trois États qui, au cours de ces dernières années, ont commis des agressions contre d'autres États. Malgré toute la différence entre les régimes, les idéologies, les niveaux matériels et culturels, les trois États en question justifiaient leurs agressions par ce même motif : la lutte contre le communisme. Les dirigeants de ces États pensent naïvement ou font plutôt semblant de penser qu'il leur suffit de prononcer le mot 'anticommunisme' et que tous leurs méfaits et crimes internationaux devront être pardonnés ! »

Sous le masque du pacte anti-Komintern, l'Allemagne, le Japon et l'Italie marchaient vers la conquête et l'asservissement de l'Europe et de l'Asie.

Deux voies possibles s'ouvraient au monde : union de toutes les nations opposées aux agressions nazies, fascistes et japonaises et arrêt de la menace de guerre de l'Axe avant qu'il ne soit trop tard ; ou division, la capitulation devant chacune des agressions et l'inévitable victoire du fascisme. Les ministres de la propagande des pays de l'Axe, les agents de Trotski, les réactionnaires français, anglais et américains s'unirent dans une campagne fasciste internationale contre la sécurité collective. La possibilité d'une union contre l'agression fut attaquée comme étant de la « propagande communiste », dénoncée comme un « rêve utopique » et qualifiée de « provocation à la guerre ». À sa place, on proposa la politique de l'apaisement et le plan de faire de la guerre inévitable un assaut général contre l'URSS. L'Allemagne nazie prit la plus grande part à cette politique. Le premier ministre britannique Neville Chamberlain, le porte-parole de l'apaisement, déclara que la sécurité collective diviserait l'Europe en « deux camps armés ».

Le journal nazi *Nachtausgabe* put dire en février 1938 :

« Nous savons maintenant que le premier ministre anglais, comme nous-mêmes, considère que la sécurité collective n'est rien d'autre qu'un non-sens ».

Parlant à Manchester le 10 mai 1938, Winston Churchill répondit :

« On nous dit qu'il ne faut pas diviser l'Europe en deux camps armés. Ne doit-il y avoir qu'un seul camp armé ? Celui des dictateurs ; et une cohue de peuples dispersés, errant autour de lui, se demandant quel sera celui qui sera pris le premier et s'il sera asservi ou simplement exploité ? »

Churchill fut traité de « fauteur de guerre ».

En septembre 1938, la politique de l'apaisement atteint son apogée. Les gouvernements de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste, de la Grande-Bretagne et de la France signaient le pacte de Munich, la sainte-alliance antisoviétique à laquelle la réaction mondiale rêvait depuis 1918.

Le pacte privait l'URSS de tout allié. Le pacte franco-soviétique, pierre d'angle de la sécurité collective européenne, était mort. Le pays des Sudètes tchèques était rattaché à l'Allemagne nazie. Le chemin de l'Est était ouvert devant la Wehrmacht.^[1]

« Le pacte de Munich, a écrit Walter Duranty dans *The Kremlin and the People* (le Kremlin et le Peuple), semble avoir été la plus grande humiliation qu'ait subie la Russie soviétique depuis le traité de Brest-Litovsk ».

Le monde attendait la guerre entre les nazis et les Soviétiques.

Revenant en Angleterre, agitant un morceau de papier qui portait la signature d'Hitler, Chamberlain s'écria : « Il signifie la paix pour notre génération ».

Vingt ans plus tôt, l'espion anglais Reilly s'était écrié : « À n'importe quel prix, cette absurde obscénité qui est née en Russie doit être anéantie... Paix avec l'Allemagne ! Oui, paix avec n'importe qui ! Paix, à n'importe quelle condition, et ensuite, un front uni contre les véritables ennemis de l'humanité ! »

Le 11 juin 1938, Sir Arnold Wilson, qui soutenait Chamberlain à la Chambre des Communes, déclara :

« L'unité est essentielle et le véritable danger pour le monde présent ne vient pas de l'Allemagne et de l'Italie... mais de la Russie ».

Mais les premières victimes du pacte antisoviétique de Munich ne furent pas les peuples de l'URSS. Les premières victimes, ce furent les peuples démocratiques de l'Europe. Une fois de plus, la façade antisoviétique cachait une trahison de la démocratie.

En février 1939, les gouvernements français et anglais reconnaissaient la dictature fasciste de Franco comme le gouvernement légitime de l'Espagne. Dans les derniers jours de mars, après deux ans et demi d'une lutte épique et épuisante contre des adversaires écrasants, la République espagnole devint une province fasciste. Le 15 mars, la Tchécoslovaquie cessait d'être un État indépendant : les divisions blindées nazies avaient pénétré dans Prague. L'usine d'armement Skoda et vingt-trois autres fabriques d'armes constituant une industrie d'armement trois fois plus importante que celle de l'Italie fasciste devenaient la propriété d'Hitler. Le général profasciste Jan Sirovy, qui avait commandé autrefois les armées interventionnistes tchèques en Sibérie soviétique, remit au Haut Commandement allemand les arsenaux, les magasins, un millier

d'avions et tout l'équipement militaire de premier ordre de l'armée tchécoslovaque.

Le 20 mars, la Lituanie cédait à l'Allemagne son seul port, Memel.

Le Vendredi-Saint au matin, le 7 avril, Mussolini traversait l'Adriatique et envahissait l'Albanie. Cinq jours après, le roi Victor-Emmanuel acceptait la couronne de ce pays.

De Moscou, alors qu'Hitler occupait la Tchécoslovaquie, Staline avertit les politiciens de l'apaisement d'Angleterre et de France que leur politique antisoviétique les conduirait à un désastre, dans un discours qu'il prononça le 10 mars 1939 au 18e Congrès de l'URSS.

La guerre non déclarée, dit-il, que les puissances de l'Axe ont déjà commencée en Europe et en Asie sous le masque du Pacte anti-Komintern n'était pas seulement dirigée contre l'Union soviétique, mais aussi, et maintenant, en fait, avant tout, contre les intérêts de l'Angleterre, de la France et des États-Unis :

« Les États agresseurs font la guerre, dit Staline, en lésant de toutes les façons les intérêts des États non agresseurs et, en premier lieu, ceux de l'Angleterre, de la France, des États-Unis, qui, eux, reculent et se replient en faisant aux agresseurs concessions sur concessions... sans aucune tentative de résistance de leur part et même avec une certaine complaisance. Cela est incroyable, mais c'est un fait ».

Les politiciens réactionnaires des démocraties occidentales, notamment en Angleterre et en France, dit-il encore, ont renoncé à la politique de sécurité collective. Ils rêvent encore d'une coalition antisoviétique camouflée par des phrases diplomatiques comme « apaisement » et « non-intervention ». Mais cette politique est déjà condamnée et Staline ajouta :

« Certains politiques et représentants de la presse d'Europe et des États-Unis, ayant perdu patience à attendre la campagne contre l'Ukraine soviétique, commencent eux-mêmes à dévoiler les dessous véritables de la politique de non-intervention. Ils parlent ouvertement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement déçus ; car au lieu de pousser constamment vers l'Est, contre l'Union soviétique, ils se sont retournés vers l'Ouest, voyez-vous cela, et réclament des colonies. On pourrait penser qu'on a cédé aux Allemands les régions de la Tchécoslovaquie pour les payer de l'engagement qu'ils avaient pris de commencer la guerre contre l'Union soviétique et que les Allemands refusèrent maintenant de payer la traite. Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc. Il serait naïf de faire de la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique commencé par les partisans de la politique de non-intervention pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec ».

L'URSS voulait encore réaliser une coopération internationale contre les agresseurs et une politique réaliste de sécurité collective ; mais Staline le montra clairement, une semblable coopération doit être véritable et loyale. L'Armée rouge n'avait pas l'intention de tirer les marrons du feu pour les politiciens de l'apaisement d'Angleterre et de France. En fin de compte, si le pire survenait, l'Armée rouge avait confiance dans sa force et dans l'unité et le loyalisme des peuples soviétiques, comme Staline le souligna :

« En cas de guerre, l'arrière et le front de notre armée... seront plus forts que ceux d'aucun autre pays. C'est un fait que des gens au-delà de nos frontières qui aiment les conflits militaires feraient bien de se rappeler ».

Mais, on ne tint pas compte de l'avertissement sans détour et significatif de Staline.

En avril 1939, un sondage de l'opinion publique britannique révéla que 87 % de la population anglaise était favorable à une alliance anglo-soviétique contre l'Allemagne nazie. Churchill vit dans le rapprochement anglo-soviétique une « question de vie ou de mort ». Dans un discours qu'il prononça le 27 mai, il dit :

« Si le gouvernement de Sa Majesté, après avoir négligé notre défense, après avoir mis à bas la Tchécoslovaquie avec tout ce que ce pays signifie en puissance militaire, après nous avoir commis à la défense de la Pologne et de la Roumanie, rejette maintenant et renonce à l'aide indispensable de la Russie et nous conduit ainsi de la pire des manières dans la pire des guerres, il aura mal mérité la générosité avec laquelle il a été traité par ses concitoyens ».

Le 29 juin, Lloyd George appuyait la cause de Churchill en ces termes :

« M. Chamberlain a négocié directement avec Hitler. Il est allé vers l'Allemagne pour le voir. Lui et Lord Halifax ont fait des visites à Rome. Ils sont allés à Rome boire à la santé de Mussolini et lui ont dit qu'il était un bon garçon. Mais qui ont-ils envoyé en Russie ? Ils n'ont pas même envoyé le plus humble des membres du Cabinet ; ils ont envoyé un employé du ministère des Affaires étrangères. C'est une insulte... Ils n'ont pas le sens des proportions ou de la gravité de toute la situation, alors que le monde tremble au bord d'un grand précipice. »

On ne fit pas attention à la voix du peuple anglais ni à celle d'hommes d'État comme Churchill et Lloyd George.

« Une alliance étroite et solide avec la Russie », observe le *Times* de Londres, « gênerait d'autres négociations »[2] .

Alors que l'été de 1939 s'avançait et que la guerre en Europe paraissait de plus en plus poche, William Strang, un petit fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères britannique que Chamberlain avait envoyé à Moscou, demeurait le seul représentant de Londres menant des négociations directes avec le gouvernement soviétique. Le 11 août, une mission militaire britannique arriva à Moscou pour discuter avec l'état-major. La mission anglaise avait voyagé sur un bateau marchand à la vitesse de 13 noeuds, le moyen de transport le plus lent possible. À son arrivée, les Russes apprirent qu'elle n'avait pas plus le pouvoir que Strang de signer le moindre accord avec le gouvernement soviétique.

La Russie soviétique devait être isolée et laissée seule en face d'une Allemagne nazie, soutenue passivement, sinon activement, par les gouvernements de l'Europe animés de l'esprit de Munich.

Joseph E. Ravies a décrit par la suite le choix auquel le gouvernement soviétique était conduit. Écrivant à Harry Hopkins, conseiller du président Roosevelt, l'ancien ambassadeur des États-Unis en URSS disait, à la date du 18 juillet 1941 :

« D'après mes observations et mes entretiens depuis 1936, je crois que, sauf le président des États-Unis seul, aucun gouvernement au monde n'a vu plus clairement la menace d'Hitler contre la paix et la nécessité de la sécurité collective et des alliances entre les nations non agressives que le gouvernement soviétique. Il était prêt à se battre pour la Tchécoslovaquie. Il a annulé le pacte de non-agression avec la Pologne avant Munich parce qu'il voulait dégager le chemin de ses armées à travers la Pologne pour venir à l'aide de la Tchécoslovaquie, s'il était nécessaire de remplir les obligations de leur traité.

Même après Munich et jusqu'au printemps de 1939, le gouvernement soviétique était prêt à s'allier avec l'Angleterre et la France en cas d'attaque de la Pologne ou de la Roumanie, mais il insistait pour que soit convoquée une conférence des États opposés à l'agression, qui déterminerait objectivement et d'un point de vue réaliste ce que chacun d'eux aurait à faire et qui avertirait Hitler de leur résistance concertée... La suggestion fut repoussée par Chamberlain, qui prétextait de l'opposition que la Pologne et la Roumanie faisaient à la présence de l'URSS.

« Durant tout le printemps de 1939, les Soviétiques essayèrent d'obtenir un accord défini qui déterminerait l'unité d'action et la coordination des plans militaires pour s'opposer à Hitler.

« L'Angleterre refusa de donner les mêmes garanties de protection à l'URSS par rapport aux États baltes que celles qu'on demandait à la Russie de donner à la France et à l'Angleterre en cas d'agression de la Belgique ou de la Hollande. Les Soviétiques se convainquirent, avec juste raison, qu'aucun accord effectif, direct, pratique et général ne pouvait être conclu avec la France et l'Angleterre. Ils furent amenés à conclure un pacte de non-agression avec Hitler ».

Vingt ans après Brest-Litovsk, les politiciens antisoviétiques d'Europe avaient forcé l'URSS à conclure un traité qu'elle ne désirait pas, un traité de pure défense avec l'Allemagne.

Le 24 août 1939, l'Union soviétique signait un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie.

2. La Deuxième Guerre mondiale

Le 1er septembre 1939, les divisions motorisées nazies envahissaient la Pologne par sept points. Deux jours après, la Grande-Bretagne et la France déclaraient la guerre à l'Allemagne. En deux semaines, le régime polonais qui, sous l'influence de la clique antisoviétique des « Colonels », s'était allié au nazisme, avait refusé l'aide de l'URSS et s'était opposé à la sécurité collective, s'effondrait et les nazis balayaient les débris éparpillés de leur ancien allié.

Le 17 septembre, tandis que les colonnes nazies sillonnaient la Pologne et que le gouvernement polonais fuyait en panique, l'Armée rouge traversa la frontière polonaise orientale d'avant-guerre, occupa la Biélorussie et l'Ukraine occidentales et la Galicie, avant que les blindés nazis ne les eussent atteintes. Avancant rapidement vers l'Ouest, l'Armée rouge occupa tout le territoire que la Pologne avait annexé en 1920.

« Que les armées russes dussent tenir cette ligne était évidemment nécessaire pour la sécurité de la Russie devant la menace nazie, déclara Winston Churchill à la radio le 1er octobre. Un front oriental a été créé que l'Allemagne nazie n'ose pas attaquer. Quand von Ribbentrop a été à Moscou la semaine dernière, ce fut pour apprendre et accepter le fait que les projets nazis en ce qui concerne les Pays baltes et l'Ukraine devaient rester au point mort ».

L'avance vers l'Ouest de l'Armée rouge fut la première d'une série d'actions de l'URSS pour contrebalancer l'extension du nazisme et conçues dans le but de renforcer son système défensif en prévision d'un inévitable conflit avec le IIIe Reich. Au cours de la dernière semaine de septembre et des premiers jours d'octobre, le gouvernement soviétique signait des pactes d'assistance mutuelle avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ces accords stipulaient que des garnisons de l'Armée Rouge et des bases aériennes et navales soviétiques seraient établies dans les Pays baltes.

Mais au Nord, la Finlande demeurait un allié militaire puissant du IIIe Reich.

Le chef de l'armée finlandaise, le baron von Mannerheim était en rapports étroits et permanents avec le Haut Commandement allemand. De fréquentes conversations entre les deux états-majors avaient lieu et des officiers allemands contrôlaient périodiquement les manoeuvres militaires finlandaises. Le chef de l'état-major finlandais, le général Oesch, avait reçu sa formation militaire en Allemagne, comme son adjoint principal, le général Ostermann qui avait appartenu à l'armée allemande pendant la première guerre mondiale.

Les relations politiques entre la Finlande et l'Allemagne nazie étaient aussi étroites. Le premier ministre, le socialiste Ryti considérait Hitler comme un « génie » ; Per Svinhubrud, un riche germanophile qui avait reçu La Croix de fer allemande, était le plus puissant des personnages dans les coulisses de la politique finlandaise.

Avec l'appui d'officiers et de techniciens allemands, la Finlande avait été transformée en une puissante forteresse pour servir de base de départ à une invasion de l'Union soviétique : on y avait aménagé 23 aérodromes, capables de convenir à dix fois plus d'avions que n'en possédait l'armée de l'air finlandaise. Des techniciens allemands avaient contrôlé la construction de la ligne Mannerheim étalée sur plusieurs kilomètres de profondeur tout le long de la frontière soviétique et ayant des emplacements pour l'artillerie lourde à un point qui n'était qu'à 34 km de Léninegrad. À la différence de la ligne Maginot, la ligne Mannerheim n'avait, pas été conçue uniquement dans un but défensif, mais aussi pour servir de lieu de concentration à une importante masse offensive. Alors que la construction de la ligne Mannerheim s'achevait, dans l'été de 1939, le chef de l'état-major d'Hitler, le général Halder, vint d'Allemagne donner à la fortification une inspection finale.

Le gouvernement soviétique proposa un pacte d'assistance mutuelle à la Finlande. Moscou offrait de céder plusieurs centaines de kilomètres carrés de territoire soviétique en Carélie centrale en échange de quelques îles finlandaises d'intérêt stratégique situées près de Léninegrad, d'une partie de l'isthme de Carélie et la location avec un bail de 30 ans du port de Hangoe pour y construire une base navale soviétique. Les hommes d'État soviétiques considéraient que ces territoires avaient un intérêt capital pour la défense de la base de la Flotte Rouge de Kronstadt et la ville de Léninegrad.

Au milieu de novembre, la clique germanophile qui dominait le gouvernement finlandais rompit brutalement les négociations. À la fin du mois, l'URSS et la Finlande étaient en guerre.

Les éléments antisoviétiques d'Angleterre et de France crurent que l'heure de la guerre sainte tant attendue était enfin arrivée. La guerre curieusement passive à l'Ouest contre l'Allemagne nazie était une « fausse guerre ». La vraie guerre, c'était celle de l'Est. En Angleterre, en France, aux États-Unis, une intense campagne de propagande antisoviétique se déclencha sous le mot d'ordre d'« aide à la Finlande ». Le premier ministre Chamberlain qui, peu de temps auparavant, avait affirmé que son pays manquait d'armes convenables pour lutter contre l'Allemagne nazie, réussit à envoyer rapidement à la Finlande 144 avions britanniques, 114 pièces d'artillerie lourde, 185 000 obus, 50 000 grenades, 15 700 bombes d'avion, 100 000 capotes et 48 ambulances ; au moment où l'armée française avait un besoin urgent de tout matériel militaire pour contenir l'inévitable offensive nazie, le gouvernement français envoya à l'armée finlandaise 179 avions, 472 pièces d'artillerie, 795 000 obus, 5 100 mitrailleuses et 200 000 grenades à main.

Tandis qu'on s'endormait sur le front occidental, le Haut Commandement anglais, encore dominé par des officiers antisoviétiques comme le général Ironside, dressa des plans pour l'envoi d'un corps expéditionnaire de 100 000 hommes qui aurait traversé la Scandinavie pour atteindre la Finlande, tandis que le Haut Commandement français se préparait à attaquer simultanément le Caucase sous le commandement du général Weygand, qui déclarait ouvertement que les

bombardiers français du Proche-Orient étaient prêts à frapper les champs pétrolifères de Bakou.

Tous les jours, les journaux français et anglais annonçaient avec des titres flamboyants les foudroyantes victoires finlandaises et les catastrophiques défaites soviétiques. Mais, après trois mois de combats sur un terrain extraordinairement difficile et dans des conditions atmosphériques incroyablement dures où la température descendait souvent jusqu'à 60 au-dessous de 0, l'Armée rouge avait anéanti « l'imprenable » ligne Mannerheim et mis en déroute l'armée finlandaise.[3]

Parlant au Soviet suprême de l'URSS le 29 mars 1940, Molotov déclara :

« L'Union soviétique qui a battu l'armée finlandaise et avait toute possibilité d'occuper la Finlande tout entière, ne l'a pas fait et n'a exigé aucune contribution de guerre à titre d'indemnité, comme eût agi toute autre puissance ; elle a réduit au minimum ses desiderata... Quelle est l'idée principale du traité de paix ? C'est qu'il assure dûment la sécurité de Léninegrad, ainsi que celle de Mourmansk et du chemin de fer du même nom ».

La guerre non déclarée de l'Allemagne nazie contre l'URSS se poursuivait.

Le jour de la cessation des hostilités soviéto-finlandaises, le général Mannerheim déclara dans une proclamation à l'armée finlandaise que « sa mission sacrée est d'être un poste avancé de la civilisation occidentale à l'Est ». Peu après, le gouvernement finlandais entreprenait de construire de nouvelles fortifications le long de la nouvelle frontière. Des techniciens nazis vinrent d'Allemagne contrôler le travail. D'importantes commandes d'armement furent faites à la Suède et à l'Allemagne. Des formations militaires allemandes arrivèrent en grand nombre en Finlande. Les commandements finlandais et allemands eurent des quartiers-généraux uniques et organisèrent des manœuvres militaires communes. Des centaines d'agents nazis envahirent les bureaux de l'ambassade d'Allemagne à Helsinki et des onze consulats de province.

L'assoupissement à l'Ouest cessa tout à coup au printemps de 1940. Le 9 avril, les Allemands envahissaient le Danemark et la Norvège. Le Danemark fut occupé en une journée, sans résistance. À la fin du mois, les nazis avaient brisé la résistance norvégienne et les troupes anglaises, qui étaient venues à l'aide des Norvégiens, abandonnaient les quelques bases précaires qu'elles s'étaient assurées. Un régime nazi fantoche fut instauré à Oslo avec le major Quisling à sa tête. Le 10 mai, Chamberlain leur offrait sa démission de premier ministre après avoir conduit son pays à la situation vraisemblablement la plus désespérée de sa longue histoire.

Le même jour, alors que le roi appelait Winston Churchill à constituer le nouveau Cabinet, les armées allemandes envahissaient la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Le 4 mai, les Allemands s'étaient forcé un chemin, à travers une résistance mise en pièces, jusqu'à la Manche et avaient divisé les Alliés dans les Flandres.

La panique s'empara de la France. Partout, la Ve Colonne travaillait. Les soldats français étaient abandonnés par leurs officiers. Des divisions entières se trouvaient sans approvisionnement en matériel de guerre. Paul Reynaud déclara au Sénat que les chefs de l'armée française avaient commis d' « inconcevables erreurs ». Il dénonçait « les traîtres, les défaitistes et les lâches ». Un certain nombre d'officiers supérieurs français furent arrêtés mais ces arrestations venaient trop tard. La Ve colonne était déjà maîtresse de la France.

L'ancien ministre de l'Air Pierre Cot a écrit dans son livre *Triomphe de la Trahison* :

« ...Les fascistes avaient champ libre dans le pays et dans l'armée. L'agitation anticomuniste était un écran de fumée derrière lequel on préparait la grande conspiration politique qui devait paralyser la France et faciliter le travail d'Hitler... Les

instruments les plus efficaces de la Ve colonne... étaient Weygand, Pétain et Laval. Au Conseil des ministres qui se tint à Cangé, près de Tours, le 12 juin 1940, le général Weygand pressa le gouvernement de mettre fin à la guerre. Son principal argument était qu'une révolution communiste avait éclaté à Paris. Il déclarait que Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste, était déjà installé à l'Élysée. Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, téléphona immédiatement au préfet de police de Paris qui démentit les allégations de Weygand : il n'y avait pas de troubles dans la ville et la population était calme... Dès qu'ils se furent emparés du pouvoir au milieu de la confusion de l'effondrement, Pétain et Weygand avec l'appui de Laval et de Darlan, se hâtèrent de supprimer toutes les libertés politiques, de bâillonner le peuple et d'instaurer un régime fasciste ».

D'heure en heure, la confusion grandissait et la débâcle s'aggravait, tandis que les soldats français se battaient désespérément et que le monde assistait à la trahison à une échelle jamais vue jusqu'alors...

Du 29 mai au 4 juin, l'armée anglaise évacuait ses troupes à Dunkerque, sauvant héroïquement 335 000 hommes.

Le 10 juin, l'Italie fasciste déclarait la guerre à la France et à l'Angleterre.

Le 14 juin, Paris tombait et Pétain, Weygand, Laval et l'hitléro-trotskiste Doriot devenaient les gouvernants fantoches de la France, aux ordres des nazis.

Le 22 juin, un armistice entre la France et l'Allemagne était signé dans la forêt de Compiègne, dans le wagon même où le maréchal Foch avait dicté les conditions de la capitulation aux Allemands vaincus, vingt-deux ans plus tôt.

Tandis que la France s'écroulait, l'Armée rouge s'ébranlait à nouveau pour renforcer les défenses de l'URSS. Au milieu de juin, devançant un putsch nazi dans les Pays baltes, les divisions blindées soviétiques occupaient l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Le 27 juin, l'Armée rouge avançait en Bessarabie et dans la Bukovine du nord, que la Roumanie avait arrachées aux Russes après la Révolution.

L'URSS et l'Allemagne nazie étaient maintenant face à face sur leurs futurs fronts de bataille. Vers la fin de juillet, les nazis lancèrent des raids d'avions massifs sur Londres et d'autres villes anglaises, déversant des tonnes d'explosifs sur les populations civiles. Ces raids qui crûrent en férocité au cours du mois suivant, avaient pour but de terrifier et de paralyser tout le pays et de faire tomber rapidement sur les genoux une Angleterre déjà sérieusement affaiblie.

Mais de profonds changements s'étaient produits en Grande-Bretagne. La confusion et la division qui avaient résulté de la manière dont Chamberlain avait gouverné, avaient fait place à la détermination et à une unité nationale croissante. Par-delà l'étroite Manche, le peuple anglais vit les agissements de la Ve colonne. Le gouvernement Churchill agit avec célérité et résolution. Scotland Yard et l'Intelligence Service s'abattirent sur les agents nazis, les fascistes anglais et les promoteurs d'intrigues secrètes de la Ve colonne. Au cours d'une perquisition-éclair au siège de Londres de l'Union britannique des fascistes, les autorités s'emparèrent de documents importants et arrêtaient de nombreux agents de la Ve colonne. Le chef du Parti fasciste britannique, Sir Oswald Mosley, fut arrêté à son domicile. Des arrestations encore plus sensationnelles suivirent : celles de John Beckett, un ancien membre du Parlement qui avait fondé le pronazi et antisoviétique Parti populaire ; le capitaine Ramsay, membre conservateur du Parlement ; E.D. Elan, fonctionnaire du ministère de la Santé, sa femme, et d'autres pronazis et fascistes influents.

Une loi contre la trahison fut votée, prévoyant la peine de mort pour les traîtres.

Montrant qu'il avait bien compris la leçon de la France et des procès de Moscou, le gouvernement britannique annonça en juillet 1940 l'arrestation de l'amiral Sir Barry Domvile, ancien chef de l'espionnage naval. Domvile, ami de Rosenberg et du général Hoffmann, avait été impliqué dans la plupart des conspirations antisoviétiques depuis 1918. Au moment de son arrestation, Domvile était le chef d'une société secrète pronazie en Angleterre appelée *The link* (Le Lien) qui était organisée avec l'appui de Himmler, le chef de la Gestapo.

S'étant assuré contre la trahison intérieure, le peuple anglais fit face à l'épreuve de l'offensive aérienne nazie sans broncher et en se défendant. Dans la seule journée du 17 septembre 1940, la R.A.F. ne descendit pas moins de 185 avions allemands au-dessus de l'Angleterre.

Devant une résistance aussi courageuse qu'inattendue, et pensant qu'il avait l'Armée rouge à ses frontières orientales, Hitler s'arrêta à la Manche et n'envahit pas les Iles britanniques.

L'année suivante était 1941. Une atmosphère tendue d'attente planait sur toute l'Europe, tandis que l'URSS et l'Allemagne nazie, les deux plus grandes puissances militaires du monde, se préparaient à se combattre.

Le 1er mars, les Allemands entraient à Sofia et la Bulgarie devint une base nazie.

Le 6 avril, après qu'une révolte populaire eût renversé le régime du régent Paul de Yougoslavie et que les agents nazis eussent dû s'enfuir du pays, le gouvernement soviétique signait un pacte de non-agression avec le nouveau gouvernement yougoslave. Le même jour, l'Allemagne déclarait la guerre à la Yougoslavie et l'envahissait.

Le 5 mai, Staline devenait le chef du gouvernement de l'URSS.[4]

À 4 heures du matin, le 22 juin 1941, sans aucune déclaration de guerre, les tanks d'Hitler, son aviation, son artillerie légère, ses unités motorisées et son infanterie étaient lancés sur la frontière de l'URSS en un front formidable s'étendant de la Baltique à la mer Noire.

Dans la matinée, Goebbels lut à la radio la proclamation de guerre d'Hitler :

« Peuple allemand ! En ce moment, se déroule une offensive qui, tout bien considéré, peut être comparée aux plus grandes que le monde a vu jusqu'aujourd'hui. En liaison avec leurs camarades finlandais, les vainqueurs de Narvik tiennent l'Arctique. Des divisions allemandes, sous le commandement du conquérant de la Norvège, en collaboration avec les héros de la lutte pour la libération de la Finlande, sous les ordres de leur maréchal, protègent le territoire finlandais. Les formations du front oriental allemand s'étendent de la Prusse Orientale aux Carpates. Les soldats allemands et roumains sont unis sous les ordres du chef de l'État Antonesco, des rives du Pruth aux régions inférieures du Danube et aux rives de la mer Noire. La tâche de ce front n'est donc plus uniquement la protection de pays, mais la sauvegarde de l'Europe et, par là même, le salut de tous ».

L'Italie, la Roumanie, la Hongrie et la Finlande se joignirent à la guerre nazie contre l'URSS. Des légions fascistes furent recrutées en France et en Espagne. Les armées unies d'une Europe contre-révolutionnaire avaient lancé une guerre sainte contre les Soviets ; le plan du général Hoffmann se réalisait...

Le 7 décembre 1941, sans avertissement, les bombardiers et la marine de guerre du Japon attaquaient les États-Unis d'Amérique. Puis l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste leur déclaraient la

guerre.

Le 9 décembre, dans une proclamation du peuple américain, le président Roosevelt déclarait :

La route que le Japon a suivie, ces dix dernières années en Asie, est parallèle à celle d'Hitler et de Mussolini en Europe et en Afrique. Aujourd'hui, elle est devenue bien plus que parallèle. C'est une collaboration si bien calculée que tous les continents du monde, et tous les océans sont maintenant considérés par les stratèges de l'Axe comme un seul et gigantesque champ de bataille.

En 1931, le Japon envahissait le Mandchoukouo, sans avertissement.

En 1935, l'Italie envahissait l'Éthiopie, sans avertissement.

En 1938, Hitler occupait l'Autriche, sans avertissement.

En 1939, Hitler envahissait la Tchécoslovaquie, sans avertissement.

Encore en 1939, Hitler envahissait la Norvège, le Danemark, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, sans avertissement. En 1940, l'Italie attaquait la France, et ensuite la Grèce, sans avertissement.

En 1941, Hitler envahissait la Russie, sans avertissement.

Et maintenant, le Japon a attaqué les États malais et le Siam, et les États-Unis, sans avertissement.

Tout sur un modèle unique ».

Les masques sont jetés. La guerre secrète de l'axe anti-Komintern contre l'URSS s'était transformée en une guerre mondiale contre tous les peuples libres.

Le 15 décembre 1941, dans un message au Congrès, le président Roosevelt déclarait :

« En 1936, le gouvernement japonais s'est délibérément associé à l'Allemagne, en donnant son adhésion au pacte anti-Komintern. Ce pacte, comme nous le savons tous, était nominalelement dirigé contre l'URSS ; mais son but réel était de constituer une ligue des fascistes contre le monde libre, notamment contre la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis ».

La Deuxième Guerre mondiale était entrée dans sa phase décisive et finale en devenant un conflit général entre les forces du fascisme international et les armées unies de l'humanité progressive.

Notes

1. Le 24 septembre 1938, tandis que les nazis pénétraient en Tchécoslovaquie, l'éditorial du *Socialist Appeal*, journal trotskiste de New York, déclarait : « la Tchécoslovaquie est un des avortons les plus monstrueux qu'ait produit l'infâme traité de Versailles. La démocratie tchécoslovaque n'a jamais été quelque chose de plus qu'un misérable voile, masquant l'exploitation capitaliste la plus poussée... Cette considération impose nécessairement la plus ferme opposition révolutionnaire à l'État bourgeois tchécoslovaque, dans n'importe quelles circonstances ».

Avec de tels pseudo-révolutionnaires, les trotskistes dans toute l'Europe et en Amérique

entreprirent une campagne continue contre la défense des petites nations des agressions par les puissances de l'Axe et contre la sécurité collective. Tandis que l'Éthiopie, l'Espagne, la Chine du Nord et du Centre, l'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient envahies l'une après l'autre par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, les membres de la IV Internationale répandaient dans le monde leur propagande, que la sécurité collective était une « provocation à la guerre ». Trotski affirmait que « la défense de l'État national » était en fait une « tâche réactionnaire ». Dans sa brochure, *La IVe Internationale et la guerre*, qui servit de matériel de propagande fondamental aux trotskistes dans leur lutte contre la sécurité collective, Trotski a écrit : « La défense de l'État national, en premier lieu dans l'Europe balkanisée, est au plein sens du mot, une tâche réactionnaire. L'État national, avec ses frontières, ses passeports, son système monétaire, ses douanes et son armée pour la protection de ses frontières, est devenu un obstacle effroyable au développement économique et culturel de l'humanité. La tâche du prolétariat n'est pas la défense de l'État national, mais sa destruction complète et définitive ».

Les partisans et les sympathisants de Trotski en Europe et en Amérique menèrent une lutte âpre contre le Front populaire en France, le gouvernement républicain espagnol et autres mouvements de masse patriotiques et antifascistes qui s'efforçaient de réaliser l'unité nationale dans leur propre pays et des pactes de sécurité collective avec l'URSS. La propagande trotskiste déclarait que ces mouvements ne feraient que conduire leur pays à la guerre. « La version stalinienne du front unique », déclarait C. James, un trotskiste anglais marquant ; « n'est pas l'unité pour l'action, mais l'unité pour conduire tous les travailleurs à une guerre impérialiste ».

Trotski lui-même « avertissait » continuellement des « dangers qui résulteraient d'une défaite de l'Axe au profit des nations non agressives. « Une victoire de la France, de la Grande-Bretagne et de l'URSS sur le Japon et l'Allemagne » déclara-t-il aux séances de la « Commission d'enquête » à Mexico, en avril 1938, « signifierait d'abord une transformation de l'URSS en un État bourgeois et celle de la France en un État fasciste, parce que pour obtenir la victoire sur Hitler, un monstrueux appareil militaire est indispensable... Une victoire peut signifier la destruction du fascisme en Allemagne et l'instauration du fascisme en France ».

De cette manière, Trotski et ses propagandistes travaillèrent la main dans la main avec les partisans de l'apaisement et avec les ministres de la propagande des puissances de l'Axe, à persuader les peuples d'Europe que la sécurité collective était une provocation à la guerre et que ceux qui essayaient de la réaliser étaient des « instruments de Staline ».

2. Le jour de l'entrée de l'armée nazie à Prague, une délégation de la fédération des Industries britanniques était à Düsseldorf pour mettre au point les derniers détails d'un accord avec la grande industrie allemande.

En juillet, la presse britannique publia la révélation sensationnelle que Robert Hudson, le secrétaire parlementaire du ministère du Commerce avait discuté avec le Dr Helmuth Wohltat, conseiller économique d'Hitler, de la possibilité d'un prêt de l'Angleterre à l'Allemagne nazie de 51 000 000 livres sterling.

Par tous les moyens, tous les gros hommes d'affaires anglais étaient partisans d'une politique d'apaisement avec les nazis. Le 8 juin, Lord Davies, banquier et magnat du charbon, déclara à la Chambre des Lords : « Le gouvernement russe sait parfaitement bien que dans certains milieux de ce pays, on souhaite, au fond du coeur, que les aigles allemands s'envolent vers l'Est et non vers l'Ouest, comme c'était apparemment leur intention à l'époque où Hitler écrivait *Mein Kampf* ». À propos des négociations de Chamberlain avec le gouvernement soviétique, Lord Davies dit : « Je me demande quelquefois si, même maintenant, le Cabinet est sérieux ou si ces négociations ne sont pas tout simplement encore un moyen de calmer l'opinion publique ».

3. On lisait dans le rapport analytique de l'Institut de Propagande de New-York, en juin 1940, l'appréciation suivante : « La presse américaine a moins dit la vérité et débité plus de mensonges fantastiques à propos de la guerre de Finlande que sur aucun conflit récent ».

4. Dans la nuit du samedi 10 mai 1941, à 10h30 du soir, un avion Messerschmitt allemand capota dans un champ près du château de Dunravel, dans le comté de Lanark, en Écosse, qui appartenait au jeune duc d'Hamilton. Un ancien travailleur du domaine vit tomber l'appareil ainsi qu'un parachute descendant lentement. Armé d'une fourche, il courut pour trouver, gisant sur le sol, un homme à la cheville brisée. C'était Rudolph Hess, messager d'Adolf Hitler.

« Conduisez-moi au duc d'Hamilton, dit Hess en anglais. Je suis venu pour sauver l'humanité ! » Hess espérait, par Hamilton et ses amis, obtenir l'appui des conservateurs anglais dans l'attaque de l'URSS par les nazis.

Sir Patrick Dollan, lord-maire de Glasgow (Écosse) dit le 11 juin 1941 : « Hess était venu ici, dans l'idée qu'il pourrait rester en Écosse pendant deux jours, discuter de ses propositions de paix avec un certain groupe et recevoir de l'essence et des cartes pour repartir en Allemagne où il aurait rapporté le résultat de ses entretiens ». Se référant à la mission de Hess dans son discours du 5 novembre 1941, Staline déclara : « Les Allemands savaient que leur politique consistant à jouer sur les contradictions entre les classes sociales de certains États, et entre ces États et le pays des Soviets, avait déjà donné des résultats en France, pays dont les gouvernants, s'étant laissés effrayer par l'épouvantail de la révolution, avaient dans leur frayeur jeté leur patrie aux pieds d'Hitler et abandonné la résistance. Les stratèges fascistes allemands pensaient qu'il en serait de même de la Grande-Bretagne et des États-Unis. C'est en somme dans ce but que les fascistes allemands envoyèrent en Angleterre le fameux Hess, lequel devait décider les hommes politiques anglais à se joindre à la croisade générale contre l'URSS. Mais les Allemands se sont cruellement trompés ». Rudolph Hess resta prisonnier du gouvernement britannique.

(Tiré de Sayers, Michael et Kahn, Albert E., La guerre secrète contre la Russie soviétique : la grande conspiration, traduit de l'américain par Albert Germain, Hier et Aujourd'hui, 1947)



Lisez Le Marxiste-Léniniste
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca